



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52945

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

form. Montgelaß' Konzept einer finanziellen Sicherstellung der bayerischen Aristokratie lief auf eine Zweiteilung im Sinne eines Dienstadels und eines Dekorationsadels nach französischem Vorbild hinaus. Gemäß seiner Zielsetzung war eine Verschmelzung von bürgerlichen und adligen Eliten intendiert. E. FEHRENBACH fragt nach den Gründen für das Scheitern der Adelsrestauration in Baden. In Analogie zur französischen »Bauernrevolution« von 1789 stellt sie fest, daß Bauernunruhen bezeichnenderweise in bereits modernisierten Gebieten ausbrachen und nicht in sozialpatriarchalischen Standesherrschaften. Die Referate von W. VON HIPPEL und B. WUNDER belegen sehr anschaulich das für die Rheinbundzeit typische Nebeneinander von politisch-administrativer Modernität und agrarischer Traditionalität. Während sich im Gegensatz zu Preußen in den deutschen Mittelstaaten kaum Veränderungen im agrarischen Bereich bemerkbar machten (v. Hippel geht explizit auf die Voraussetzungen, Möglichkeiten und Grenzen der Agrarreformen in Baden und Württemberg ein), war der Reform der Beamtenschaft in den Rheinbundstaaten (B. Wunder) ein durchschlagender Erfolg beschieden. Die Unabsetzbarkeit der Beamten und der Rechtsanspruch auf staatliche Alters- und Hinterbliebenenversorgung garantieren die materielle Sicherstellung der Beamten und verbanden staatliche mit bürgerlich-adligen Interessen. Zum Schluß des Tagungsbandes referiert H. BERDING über die Judenemanzipation im Rheinland und betont R. VIERHAUS die Kontinuitäten innerhalb einer langen Reformära, beginnend mit der Reform Maria Theresias 1749 in Österreich bis zur Rheinbundzeit.

Als Ergebnis liegt somit ein bemerkenswert ertragreicher Sammelband vor, der sowohl bereits bekannte Resultate zusammenfaßt als auch neue Fragen aufwirft und ein differenziertes Problembewußtsein vermittelt. Dabei ist es keineswegs von Nachteil, daß sich die einzelnen Beiträge mehrheitlich mit der Reformpolitik in den süddeutschen Rheinbundstaaten beschäftigen. Für den Leser wirkt sich die regionale Beschränkung eher positiv aus, zumal sich die drei großen Flächenstaaten in ihrer politischen Potenz und in ihren Reformmöglichkeiten z. T. erheblich von den übrigen »kleineren« unterscheiden.

Erich PELZER, Freiburg i. Brsg.

Rudolf VON THADDEN, *La Prusse en question. Histoire d'un Etat perdu. Essai traduit de l'allemand par Hélène CUSA et Patrick CHARBONNEAU, préface de François FURET, Paris (Herbert Nyssen) 1985, 168 p.*

Dans l'étude des constructions politiques disparues, la Prusse bénéficie, depuis quelques années, d'une attention toute particulière: une grande exposition à Berlin en 1981, de nombreuses manifestations en 1986, pour célébrer le 200<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Frédéric le Grand et, surtout, une abondante production historique, avant tout dans les deux Allemagnes dont chacune englobe des territoires qui furent prussiens et revendique, aujourd'hui, sa part, pas nécessairement la même, de l'héritage. Il n'y a plus de Prusse depuis que les Alliés en ont prononcé la dissolution en 1947 et pourtant elle survit dans les mémoires. On a surtout retenu le caractère militaire, discipliné, soumis à l'*Obrigkeit*, d'un Etat dont la perversion inéluctable devait être le national-socialisme. Il faut dire que la manière dont les Alliés eux-mêmes ont, sur le moment, présenté leur initiative, a contribué fortement à ancrer ce stéréotype dans la conscience collective<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, nombre d'historiens des deux Allemagnes, répondant, peut-être inconsciemment, à un vœu exprimé le 8 avril 1947 par Otto Braun, président du dernier gouvernement constitutionnel prussien, destitué en 1932 par von Papen, »faire en sorte que la Prusse soit

1 Précisons qu'il y eut quand même des voix pour dire que par-delà le national-socialisme, la mesure visait les deux bases de l'impérialisme allemand: la grande propriété foncière et l'industrie lourde prussiennes.

jugée à l'aune des réalités», s'efforcent de corriger cette vue simpliste d'une »Prusse considérée comme responsable de tous les malheurs que les criminels nazis ont déversé sur l'Allemagne et sur le monde«.

C'est précisément par ces mots d'Otto Braun que s'ouvre l'ouvrage de Rudolf von Thadden. Comme le dit François Furet dans sa préface, nul n'était mieux placé que lui pour l'écrire. En effet, Rudolf von Thadden est non seulement un historien de réputation internationale mais il a encore, si l'on peut dire, une expérience charnelle du destin de la Prusse. Il appartient, en effet, à une famille de l'aristocratie foncière, c'est-à-dire à cette classe sociale, symbole d'un mode de vie et d'une tradition qui ont fini par caractériser la Prusse, mais famille d'origine poméranienne et l'on ne peut s'empêcher de constater que la Poméranie fut une principauté »acquise« par les Hohenzollern qui a constitué avec la Prusse proprement dite, le Brandebourg et la Silésie, les provinces de l'est de l'Elbe, celles qui furent épargnées à Tilsitt, famille dont le berceau est aujourd'hui devenu polonais.

L'ouvrage de von Thadden n'est pas une histoire de la Prusse, mais un essai, c'est-à-dire une somme de réflexions – oserons-nous dire une méditation? – sur le passé prussien, sur ce qui survit de lui, sur son influence dans l'identité allemande d'aujourd'hui. C'est autant le livre d'un historien que celui d'un politologue d'un profond humanisme.

L'auteur est conduit à poser un certain nombre de questions qui lui semblent fondamentales et à leur apporter les réponses qui lui paraissent les plus appropriées, invitant ainsi le lecteur à la réflexion pour ne pas dire à la discussion. Les deux premières de ces questions concernent le rôle de l'histoire et celui de la géographie dans la manière dont la Prusse s'est constituée. Il est toujours dangereux d'utiliser la géographie pour expliquer les phénomènes historiques car l'on risque d'oublier qu'il ne faut pas voir en elle un facteur de déterminisme mais un défi lancé à la volonté des hommes. Qu'on se rassure! L'auteur évite de tomber dans ce piège. Il nous permet de mieux comprendre pourquoi l'on a fini par englober, sous le nom de Prusse, l'ensemble des possessions des Hohenzollern alors qu'elle n'en constituait qu'une partie relativement modeste. On a fini par désigner le chef de la maison par son titre »princier« le plus élevé, celui de Roi de Prusse. Le chef de l'Etat qui a fini par être considéré comme l'Etat allemand par excellence était désigné par celui de ses titres faisant référence à un état situé en dehors du Saint-Empire et non germanique à l'origine. On fera remarquer, à ce propos, que ce sont les chancelleries qui commencèrent à employer et, en quelque sorte à vulgariser l'expression Roi de Prusse, ceci dès le règne de Frédéric-Guillaume, alors que Frédéric I<sup>er</sup> n'avait pu obtenir de l'Empereur que le titre de Roi en Prusse. Von Thadden souligne avec raison, le rôle joué par la dynastie, l'Etat et l'administration pour faire, de cette mosaïque de territoires dispersés du Rhin au Niémen, une réalité désignée sous le nom de Prusse, dont la capitale resta, néanmoins, fixée en Brandebourg. Peut-être eût-il été opportun de rappeler que la Révolution Française et l'époque napoléonienne en faisant disparaître, en tant qu'entités politiques autonomes, certaines des principautés des Hohenzollern et en provoquant l'écroulement du Saint-Empire, ont fait reculer les particularismes et favorisé le processus d'uniformisation qui finit par donner à la Prusse le visage qui fut définitivement le sien?

L'auteur examine ensuite le rôle de l'Eglise dans l'histoire du pays et dans la formation de la mentalité prussienne. Cela lui permet de rappeler que, pendant très longtemps, la Prusse fut considérée comme une des citadelles de la tolérance. Il démontre que la conversion au calvinisme, en 1613, de l'Electeur Jean-Sigismond, dans un pays dont les habitants étaient luthériens, allait orienter la monarchie vers la pratique de la tolérance religieuse, qui deviendra une exigence lorsque le pays acquerra, par la conquête, des populations catholiques en Silésie et en Pologne. Au passage, il est rappelé l'importance capitale de l'édit de Potsdam de 1685 par lequel le Grand Electeur offrait l'asile aux huguenots.

Sont également étudiés les rapports que, dans son histoire, la Prusse a entretenus avec l'Allemagne et avec l'Europe.

A la lecture du livre, l'on comprend mieux pourquoi, plus que d'autres Etats, la Prusse

a succombé à la tentation du rêve hégémonique et nationaliste mais on s'aperçoit, qu'à côté de la tradition autoritariste et militariste, qui avait ses racines dans le vieil état brandebourgeois-prussien, il s'établit aussi, une tradition de libéralisme et même une tradition démocratique. Il montre que la tolérance en matière de religion fut l'un de ses fondements mais reconnaît que, compte tenu des circonstances historiques et du poids de l'Etat, le libéralisme bourgeois et le mouvement ouvrier ont eu, en Prusse, un caractère particulier. On pourrait poursuivre le raisonnement plus loin et se demander pourquoi la Prusse a, dans son passé, attiré tant de gens de talents venus d'ailleurs: Stein, Hardenberg, Scharnhorst, Gneisenau, Niebuhr et souvent dans des périodes difficiles de son histoire, des gens qui ont joué un très grand rôle dans les domaines les plus divers mais qui, tous, ont travaillé à la grandeur du pays. Terre d'accueil et Etat conquérant, la Prusse parvint, sauf avec les Polonais, à faire des Prussiens de ses nouveaux sujets. C'est un fait que l'auteur a eu raison de mettre en lumière même s'il nous renseigne davantage sur les méthodes qui ont permis ce succès que sur les causes de celui-ci.

Von Thadden a eu raison de rappeler que la Prusse fut, à l'époque de la République de Weimar, un des bastions de la démocratie. Peut-être eût-il été bon de préciser dans quelles régions de l'immense Prusse les forces qui la soutenaient étaient les plus enracinées? Le coup de force de von Papen contre le gouvernement présidé par Otto Braun (juillet 1932) est évoqué à plusieurs reprises, on se permettra d'ajouter que c'est à la demande du président du Landtag, le nazi Kerrl, qu'Hindenburg nomma von Papen, commissaire du Reich pour la Prusse.

L'auteur s'interroge pour connaître les raisons qui, dans le même temps où la Prusse faisait de tous ses habitants des Prussiens, se sont opposées à la constitution, en son sein, d'une société homogène. D'un autre côté il analyse de façon minutieuse la tradition réformatrice de la Prusse illustrée, notamment, par les réformes de Stein et Hardenberg.

Sont bien mises en lumière, les ambiguïtés vécues par la Prusse à partir du XVIII<sup>e</sup> et plus encore au XIX<sup>e</sup> siècle, tiraillée qu'elle était entre le mouvement national allemand et les craintes qu'elle courait le risque d'y perdre sa spécificité. Il est certain qu'après 1871, il n'était pas facile d'être Prussien; en tant que citoyen allemand, l'on bénéficiait du suffrage universel sans restrictions, en tant que citoyen prussien d'un suffrage universel «aménagé» par le système des trois classes. On rappellera qu'en 1871, Guillaume I<sup>er</sup> et son Etat-major tenaient plus à la Prusse qu'à l'Empire. Le livre aide à comprendre pourquoi, à aucun moment, ne se sont pourtant exprimées de façon durable en Prusse des aspirations à une rupture complète d'avec le reste de l'Allemagne. En fait, après 1871, l'on n'y songea ni du côté prussien, ni du côté allemand. Même la crise de 1918 qui entraîna l'abdication de l'Empereur allemand et Roi de Prusse ne put rompre les liens entre le Reich et son plus grand Etat. C'est le national-socialisme, achevant ce qu'avait commencé von Papen, qui mettra fin au dualisme, rompant ainsi délibérément avec toute une partie de l'héritage prussien.

Von Thadden expose bien les raisons de l'importance du rôle dévolu à l'armée dans la Prusse du XVIII<sup>e</sup> siècle et nuance quelque peu les propos prêtés à Mirabeau (p. 52). On fera remarquer que cette armée constituait en soi un paradoxe puisqu'en 1785, plus de la moitié de ses soldats avaient été recrutés hors des frontières du royaume, que plus de 32 % de ses officiers généraux et 30 % de ses officiers supérieurs étaient des étrangers. L'auteur évoque les soins de la Prusse pour son armée; on pourrait aussi parler de l'attachement de celle-ci à la Prusse et, plus tard, d'un attachement plus grand à la Prusse qu'à l'Allemagne illustré, par exemple, au moment de la ratification du traité de Versailles, lorsque des officiers généraux regrettèrent que les rois de Prusse aient fait fausse route en briguant la succession des Empereurs germaniques.

L'ouvrage expose clairement que si l'on a rendu la Prusse responsable des excès du nazisme c'est parce que ce dernier a tenté de capter l'histoire prussienne à son profit. Pour illustrer cette idée l'auteur évoque la cérémonie du 21 mars 1933, à la Garnisonskirche de Potsdam, où, sur le tombeau de Frédéric II, Hitler célébra «l'alliance entre les symboles de la grandeur ancienne et de l'énergie nouvelle» (p. 50). On ajoutera que la présence du Kronprinz et d'Hindenburg

avait encore ajouté au symbolisme de la cérémonie. On est toutefois conduit à s'interroger. Dans d'autres circonstances, Hitler n'a-t-il pas pris ses distances d'avec la Prusse, par exemple en la faisant disparaître en tant que Land autonome par la loi de 1934? Et surtout n'a-t-il pas condamné de façon éclatante, la politique *klein-deutsch* de la Prusse en réalisant l'*Anschluss*?

Ces quelques remarques montrent à quel point la lecture du livre peut être stimulante pour la réflexion du lecteur. On hésite, dès lors, à émettre quelques objections. Quand le livre évoque l'attitude de la Prusse envers la Révolution Française (p. 94 et 98), ne pourrait-il pas préciser qu'elle fut aussi, en grande partie, conditionnée par l'attitude de la France qui, de 1792 à 1806, rechercha toujours à s'entendre avec la Prusse?

Peut-être faut-il attribuer à une étourderie de la traduction l'emploi malencontreux (p. 164), du titre d'Empereur d'Allemagne pour Guillaume I<sup>er</sup>, alors qu'il fut proclamé «Empereur allemand», signe, d'ailleurs, des difficultés qui surgirent, en Prusse et dans le reste de l'Allemagne, lors de la proclamation de l'Empire.

Au total l'auteur a pleinement réussi à nous donner «la conscience du rôle irremplaçable que la Prusse a joué en mettant l'Allemagne sur le chemin du monde moderne». On se ralliera à ses conclusions quand il affirme que si la Prusse n'existe plus, son histoire nous laisse des leçons et que, très légitimement, les deux Etats allemands peuvent en tirer des préceptes moraux et politiques pour organiser leur propre existence, à charge pour eux de séparer, dans l'héritage, le bon grain de l'ivraie.

Roger DUFRAISSE, Paris

Stephen HOLMES, Benjamin Constant and the Making of Modern Liberalism, New Haven/London (Yale University Press) 1984, 337 S.

Das zentrale Anliegen des Buches von Stephen Holmes bildet das neue Verständnis von individueller Freiheit, wie es sich nach den Erfahrungen der Französischen Revolution, der Terrorherrschaft und der Napoleonischen Kriege in der ersten Hälfte des 19. Jh. herauszubilden begann. Keineswegs nur auf die philosophischen Diskussionen in Frankreich begrenzt, ordnet der Vf. das politische Denken seines Gewährsmannes, Benjamin Constant (1767–1830), in einen geistesgeschichtlichen Zusammenhang, der die Auseinandersetzungen um Aufklärung und Frühliberalismus in den wichtigsten europäischen Ländern umfaßt. Dabei liegt die Stärke des Buches eindeutig in seiner theoretischen Differenziertheit, der gegenüber die politische Biographie Constants in der Regel zurücktritt. Relevanz gewinnt die historische Entwicklung erst im Spiegel subjektiver Erfahrung.

Was den neuen, »modernen« Freiheitsbegriff Constants von dem älteren, »antiken« unterscheidet, ist vor allem die größere Unabhängigkeit des einzelnen vom Staat. Holmes zufolge bestand das zentrale Anliegen Constants darin, daß das durch Rousseau in die Diskussion gekommene idealisierte Bild der griechischen Polis (speziell Spartas) nicht mehr als Modell für die politisch-rechtliche Stellung der Menschen des 19. Jh. dienen konnte und durfte. Wie die Politik Robespierres und Saint-Justs gezeigt hatte, war es nicht nur antiliberal, sondern geradezu lebensgefährlich, den Wert und das Selbstverständnis des einzelnen über dessen öffentliche Tugenden und sein Eingebunden-sein in die Gemeinschaft zu definieren. Demgegenüber verlangte der Schutz der Privatsphäre, die sich seit der Reformation in immer stärkerem Maße Geltung zu verschaffen vermochte, nach der Einführung konstitutioneller Repräsentativsysteme, die es dem einzelnen erlaubten, ein Leben frei von Politik zu führen, ohne daß gegen seine Interessen und über ihn hinweg mit seiner Person Politik betrieben wurde. Die individuellen Freiheitsrechte jedes Staatsbürgers waren für Constant nicht nur von allen sozialen und politischen Autoritäten unabhängig, sie hatten auch von diesen respektiert zu werden. Unter immer neuen Fragestellungen kreiste deshalb sein politisches Denken um den Versuch einer zeitgemäßen Neubestimmung der Grenzen zwischen dem öffentlichen und